

RÈGLEMENT DE JOUISSANCE ET D'UTILISATION DES PÂTURAGES DE LA



La Chaux-des-Breuleux, juillet 2008

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Chapitre 1 : Généralités	
Section 1 : Origines et bases légales	
Article premier	1
Section 2 : Application	
Art. 2	1
Section 3 : Principes	
Art. 3 Ayants droit (ci-après AD)	2
Art. 4 Assemblée des AD	2
Art. 5 Commission des pâturages	3
Art. 6 Jouissance des droits	3
Section 4 : Cession de surfaces de pâturages	
Art. 7 Vente ou échange de pâturages	4
Art. 8 Utilisation non pastorale	4
Art. 9 Compensations	4
Art. 10 Approbation et arbitrage	4
Chapitre 2 : Dispositions particulières	
Section 5 : Calcul des droits	
Art. 11 Attribution des droits d'estivage	5
Art. 12 Calcul du droit d'estivage	5
Art. 13 Echanges de droits entre communes	6
Section 6 : Catégories d'animaux et coefficients de conversion en UGB	
Art. 14 Coefficients de conversion en UGB	6
Section 7 : Animaux interdits	
Art. 15 Catégories d'animaux	6
Art. 16 Bêtes vicieuses	7
Art. 17 Sanctions	7
Section 8 : Mode d'encrannage	
Art. 18 Inscriptions	7
Art. 19 Remplacement de bétail	8
Section 9 : Taxes et facturation	
Art. 20 Fixation des taxes et de la contribution	8
pour droits non utilisés	8
Art. 21 Perception de la taxe	8
Art. 22 Facturation	8
Art. 23 Paiement de la taxe	8
Section 10 : Répartition	
Art. 24 Plan d'aménagement des pâturages	9
Art. 25 Attribution de secteurs	9
Art. 26 Modification de la répartition	9
Art. 27 Pacages tournants	9
Art. 28 Litiges	9
Section 11 : Entretien des pâturages	
Art. 29 Clôtures	9
Art. 30 Fumure	10
Art. 31 Approvisionnement en eau	10
Art. 32 Corvées	10
Section 12 : Exploitation des pâturages	
Art. 33 Surveillance des pâturages	11
Art. 34 Identification des animaux	11
Art. 35 Début et fin de l'estivage	11
Art. 36 Dénonciation	11
Chapitre 3 : Dispositions finales	
Section 13: Amendes	
Art. 37	12
Section 14 : Oppositions et recours	
Art. 38	12
Section 15 : Entrée en vigueur	

RÈGLEMENT DE JOUISSANCE ET D'UTILISATION DES PÂTURAGES DE LA COMMUNE DE LA CHAUX-DES-BREULEUX

Chapitre 1 : Généralités

Section 1 : Origines et bases légales

Article premier

¹ La jouissance des pâturages est subordonnée au respect des dispositions des législations forestières fédérales et cantonales et de l'aménagement forestier.

La jouissance des pâturages de la commune de La Chaux-des-Breuleux appartient aux propriétaires fonciers de ladite commune, dans les limites ci-après déterminées :

Les bases des droits aux pâturages communaux reposent sur les anciens documents, tels que l'Ordonnance du Prince-Evêque Guillaume Jacques, la Sentence des Commis de 1702 et la "Décision sur la classification des biens appartenant à la commune de La Chaux" du 7.03.1870, qui affectent ces droits aux propriétaires des terres cultivées, soit en raison de leur étendue, soit d'après leur valeur estimative, sans distinction entre bourgeois et non-bourgeois.

² Les bases des droits de jouissance des forêts reposent sur les mêmes documents que ceux invoqués pour les droits de parcours.

³ L'acte de classification stipule notamment que le mode de jouissance des pâturages communaux n'est pas invariable et qu'il peut être modifié ensuite de décisions prises par les ayants droit (cf. arrêt du Tribunal fédéral du 25.1.1991 - "arrêt Frésard"). Il est également stipulé que les règlements communaux " **...seront mis en harmonie avec les principes qui précèdent, sans toutefois porter préjudice aux dispositions des lois actuelles et de celles qui à l'avenir pourraient changer.**"

Section 2 : Application

Art. 2

Le présent règlement s'applique à tous les pâturages communaux mentionnés dans l'acte de classification de la commune de La Chaux-des-Breuleux ainsi qu'aux terrains communaux portés comme pâturages au registre foncier, à l'exception de surfaces de pâturages incluses dans le plan d'aménagement local, ceci pour autant qu'aucune disposition antérieure n'affecte ces terrains à une autre destination.

Section 3 : Principes

Art. 3 Ayants droit (ci-après AD)

- ¹ Les AD sont les propriétaires fonciers de terres cultivées (prés et champs) situées sur la commune de La Chaux-des-Breuleux.
- ² Les AD peuvent se faire représenter à l'assemblée des AD par procuration écrite à un tiers, qui peut être le fermier; il ne pourra être établi qu'une seule procuration par propriétaire.
- ³ Un AD ne peut produire qu'une seule procuration.

Art. 4 Assemblée des AD

- ¹ L'assemblée des AD est convoquée par la commission des pâturages ou à la demande d'un tiers des AD, dans les délais impartis à la convocation d'une assemblée communale ordinaire. Les AD sont convoqués par lettre individuelle.
- ² Les décisions de l'assemblée des AD sont prises à la majorité des AD présents et représentés.
- ³ Le secrétariat de l'assemblée des AD est assumé par le (la) secrétaire communal(e).
- ⁴ Les attributions de l'assemblée des AD sont les suivantes :
 - a. nommer le président de l'assemblée des AD et les membres de la commission des pâturages. En matière d'incompatibilité de fonctions, les dispositions du règlement d'organisation de la commune seront appliquées;
 - b. le président de l'assemblée des AD et les membres de la commission des pâturages sont nommés pour quatre ans et sont rééligibles une fois, pour autant que le nombre d'exploitants le permet;
 - c. statuer sur la substance et le mode de jouissance des droits; fixer le nombre de points, basés sur la taxation du remaniement parcellaire (ci-après nommés "points SAF"), nécessaires à la jouissance d'un droit; décider le plan d'aménagement des pâturages, sous réserve de l'approbation par la Commune, pour la réalisation d'équipements durables;
 - d. se prononcer sur le mode et la valeur de la compensation en cas de modifications des limites et surfaces de pâturages ou d'utilisation de surfaces de pâturages à des fins non pastorales;
 - e. prendre connaissance des comptes et statuer sur les taxes et le budget liés à l'exploitation des pâturages ; fixer le tarif des indemnités pour travaux et vacations, y compris les travaux de secrétariat;
 - f. statuer sur l'échange de droits d'estivage entre communes;
 - g. statuer sur le mode de répartitions des travaux d'entretien des pâturages (corvées, tâches individuelles) et sur le règlement y relatif;
 - h. statuer sur d'éventuelles modifications du règlement de jouissance des pâturages.

Art. 5 Commission des pâtures

¹ La commission des pâtures est formée de 5 membres dont le conseiller communal chargé du dicastère des pâtures; à l'exception de ce dernier, au moins 3 des autres membres doivent être AD exploitants.

² La commission se constitue elle-même, elle nomme son président, son vice-président et son secrétaire.

³ La commission des pâtures a les attributions suivantes :

- a. convoquer l'assemblée des AD;
- b. proposer à l'assemblée des AD le nombre de "points SAF" nécessaires à la jouissance d'un droit ou d'une encranne;
- c. établir le rôle d'encranement, organiser et contrôler l'encranement, transmettre la liste des animaux encrannés à l'autorité communale;
- d. établir le budget d'exploitation des pâtures;
- e. contrôler et approuver les dépenses relatives à l'exploitation des pâtures; proposer à l'assemblée des AD le tarif des indemnités pour travaux et vacations;
- f. veiller au respect du budget et s'informer de l'état des comptes;
- g. assurer la gestion technique des pâtures et la répartition des animaux par secteurs conformément au plan d'aménagement des pâtures; la commission peut, selon les besoins, convoquer les exploitants concernés;
- h. veiller à l'entretien des pâtures (fumure, clôtures, abreuvoirs, entretien des pelouses, corvées, tâches individuelles) conformément aux dispositions concernant la protection et le maintien des plantations et du reboisement naturel prévues par l'aménagement forestier. Elaborer et soumettre à l'assemblée des AD les règlements y-relatifs;
- i. assurer la surveillance des pâtures;
- j. désigner, si nécessaire, des responsables de secteurs;
- k. proposer, à l'assemblée des AD, l'échange de droits entre communes;
- l. veiller à l'application des dispositions légales en matière d'estivage;
- m. assurer le bon état sanitaire du troupeau en décidant et ordonnant l'application de mesures telle que le déparasitage des animaux;
- n. proposer d'éventuelles modifications du règlement d'utilisation des pâtures;
- o. veiller, en accord avec les Autorités communales, à l'application du règlement;
- p. fixer le montant des amendes (cf. art. 37).

Art. 6 Jouissance des droits

¹ Pour bénéficier de droits d'estivage, l'AD doit satisfaire aux exigences suivantes :

- a. disposer, sur le territoire des F.-M. d'un ensemble comprenant : des terres et des bâtiments avec grange, écurie, étable en rapport avec les droits acquis estivés.
- b. exploiter des terres (prés et champs) sur le territoire de la commune de La Chaux-des-Breuleux;

² L'assemblée des AD peut restreindre les droits liés aux parcelles qui ne font pas partie d'une exploitation sur la commune, jusqu'à l'étendue garantie par l'acte de classification.

Section 4 : Cession de surfaces de pâturages

Art. 7 Vente ou échange de pâturages

La commune peut vendre ou échanger des surfaces de pâturages pour couvrir des besoins d'utilité publique ou privée, sous réserve de ratification par l'autorité cantonale compétente dans le cas de vente de pâturage boisé.

Art. 8 Utilisation non pastorale

La commune peut utiliser ou autoriser l'utilisation de surfaces de pâturages à des fins non pastorales, pour la création entre autre de : décharges, carrières, places de pique-nique, aires de camping, pistes de cavaliers, aires de sortie du bétail en dehors de la période d'estivage sous réserve des approbations nécessaires en vertu de la législation (aménagement du territoire, forêts, protection de la nature).

Art. 9 Compensations

¹ Les ventes, échanges et utilisations non pastorales des pâturages ne peuvent être réalisés qu'après accord sur le mode et la valeur des compensations;

² La perte de droits d'estivage résultant de la vente, de l'échange ou de l'utilisation de surfaces de pâturages à des fins non pastorales est compensée en nature ou en espèces.

³ Une compensation en espèces est affectée au financement de mesures d'amélioration des pâturages.

⁴ Les surfaces intérieures du village (n° feuillets 597 et 594) ne sont pas soumises à compensation, hormis les terrains derrière le Crêt.

Art. 10 Approbation et arbitrage

¹ Le mode de compensation est soumis pour approbation à l'assemblée des AD.

² En cas de divergence entre la commune et les AD et d'impossibilité de trouver un accord, il est fait appel à l'arbitrage du Service de l'économie rurale.

Chapitre 2 : Dispositions particulières

Section 5 : Calcul des droits

Art. 11 Attribution des droits d'estivage

- ¹ Les droits d'estivage sont répartis en fonction du pointage du remaniement parcellaire des terres cultivées, à savoir vergers, prés et champs sis sur le territoire communal.
- ² Le pointage se réfère aux valeurs arrêtées lors du dernier remaniement parcellaire.
- ³ Les superficies représentées par les assises des bâtiments, les forêts, les tourbières ainsi que les pâturages privés de plus de 20 ares ne sont pas prises en compte pour l'attribution des droits.
- ⁴ La valeur en points des aïssances délimitées dans le cadre du remaniement parcellaire est rectifiée comme suit:
 - la surface de l'aïssance figurant au Registre des valeurs officielles est soustraite de celle délimitée lors du remaniement parcellaire;
 - le solde de surface en terre cultivée est estimé à 80 points par are (voir annexe 1 au présent règlement).
- ⁵ Toutes les modifications de superficie ou de désignation découlant par exemple de la vente, de la location de terres ou d'un changement d'affectation et pouvant modifier le rôle d'encrannage, doivent être annoncées par écrit à la commission des pâturages jusqu'au 1^{er} avril.

Art. 12 Calcul du droit d'estivage

- ¹ Le droit d'estivage ou encranne est proportionnel à la "valeur points" selon estimation du dernier remaniement parcellaire de terres cultivées définies à l'art. 11.
- ² Le total des droits de chaque exploitant est déterminé en nombres entiers, demis, quarts (1/8 arrondi au 1/4 supérieur).
- ³ Une encranne permet d'estiver pendant la durée de l'estivage une Unité Gros Bétail (UGB) selon art. 14.
- ⁴ Les encranes non utilisées par un AD ne peuvent pas être cédées à un autre AD.
- ⁵ Les encranes non utilisées ou libérées à la suite d'une affectation non agricole de prés et champs, sont gérés par la commission des pâturages qui en assume la répartition aux exploitants; seul le bétail hiverné dans la commune et propriété de l'exploitant peut bénéficier de tels droits.
- ⁶ Les AD qui désirent obtenir des droits supplémentaires doivent en faire la demande à la commission des pâturages au plus tard lors de l'encrannage.
- ⁷ L'application des dispositions des alinéas 5 et 6 du présent article requière la présentation d'un extrait du registre du bétail officiel (BDTA) ainsi que la liste des chevaux hivernés.

Art. 13 Echanges de droits entre communes

Des échanges de droits entre communes sont autorisés dans la mesure où la réciprocité est admise.

Section 6 : Catégories d'animaux et coefficients de conversion en UGB

Art. 14 Coefficients de conversion en UGB

¹ Pour obtenir une équivalence entre les catégories d'animaux, chaque animal, en tenant compte de son âge au jour du recensement officiel du bétail, est converti en UGB selon les facteurs suivants:

	UGB		UGB
- vaches	1.0	- cheval de plus de 3 ans	1.0
- vache-mère et son veau	1.2	- cheval >2 ans dans l'année civile	0.8
- bovin de plus de 2 ans	0.8	- cheval 1-2 ans dans l'année civile	0.6
- bovin de 1 à 2 ans	0.6	- poulain de l'année	0.2
- bovin de 6 à 12 mois	0.4		
- bovin de moins de 6 mois	0.2		

Section 7 : Animaux interdits

Art. 15 Catégories d'animaux

1. Les catégories d'animaux suivantes ne sont pas admises au parcours :
 - a. les taureaux de tous âges, à l'exclusion des veaux mâles de moins d'un an de vaches-mères,
 - b. les étalons de un an et plus,
 - c. les chevaux ferrés à glace des pieds de derrière y compris mordax,
 - d. les chèvres, moutons et porcs,
 - e. les poneys, ânes et mulets,
 - f. les animaux non identifiés,
 - g. les animaux non déparasités,
 - h. les animaux qui ne satisfont pas aux prescriptions du Service vétérinaire cantonal relatives à l'estivage en commun.
 - i. les bovins avec cornes n'ont pas accès au pâturage communal.
2. Sur décisions de la commission des pâturages et dans la mesure de l'accord des exploitants du secteur concerné et de ceux des secteurs limitrophes sis sur ou à l'extérieur du ban de La Chaux, l'estivage d'un animal reproducteur mâle peut être autorisé.
3. Cette autorisation sera retirée en cas de plainte justifiée d'un des exploitants concernés.
4. Les parcs réservés aux vaches-mères sont équipés de clôtures renforcées si des vaches sont accompagnées de mâles non castrés.

a. Le matériel de renforcement est mis à disposition du ou des propriétaires de vaches-mères qui exécutent le renforcement des clôtures et en assurent l'entretien pendant l'estivage.

b. Les propriétaires de ces animaux mâles répondent des dommages causés par ceux-ci aux animaux des parcs limitrophes; ils doivent conclure une assurance couvrant ces éventuels dégâts et présenter une attestation de la dite assurance à la commission des pâturages.

Art. 16 Bêtes vicieuses

¹ Les bêtes vicieuses sont interdites de parcours et celles reconnues comme telles par la commission des pâturages, doivent être retirées du pâturage.

² Les propriétaires de bêtes vicieuses sont responsables des dommages qu'elles causent à des tiers.

³ Les animaux "têteurs" seront munis d'un appareil de protection "antitêteur" ou retirés du pâturage.

Art. 17 Sanctions

¹ L'animal incriminé et non retiré du parcours est mis en fourrière aux frais du propriétaire. Les frais sont calculés selon les normes établies par l'Union Suisse des Paysans.

² Le propriétaire ne peut pas prétendre à des indemnités pour le solde de la période d'estivage.

Section 8 : Mode d'encrannement

Art. 18 Inscriptions

¹ L'inventaire des bêtes à encranner est établi par le propriétaire et remis à la commission des pâturages jusqu'au 15 avril. Les animaux qui pourraient être lâchés en cours d'estivage sont également portés à l'inventaire.

² La commission contrôle dans l'étable l'inventaire des animaux à encranner. Les documents officiels des animaux sont mis à la disposition de la commission. Si nécessaire, cette dernière détermine l'âge des animaux sans possibilité de recours.

³ L'obtention de droits supplémentaires est réglementée par les dispositions de l'art. 12 alinéas 5, 6 et 7.

⁴ La commission des pâturages communique aux exploitants les décisions relatives à l'estivage de l'année en cours; elle remet à chacun le matériel d'encrannement et le cas échéant, le matériel d'identification.

Art. 19 Remplacement de bétail

Les pièces de bétail vendues ou retirées du pâturage ne peuvent être remplacées sans le préavis de la commission des pâturages (cf. art. 5, al.3 l)

Section 9 : Taxes et facturation

Art. 20 Fixation des taxes et de la contribution pour droits non utilisés

- 1 La taxe d'encrannage doit couvrir les frais d'exploitation.
- 2 La taxe d'encrannage ainsi que la contribution à verser aux détenteurs de droits non utilisés sont fixées par l'assemblée des AD.
- 3 En plus de la taxe d'encrannage, il sera facturé aux bénéficiaires de droits supplémentaires, un montant équivalent à la contribution pour droits non utilisés.

Art. 21 Perception de la taxe

- 1 Pour les bêtes annoncées au moment de l'encrannage et lâchées durant tout l'estivage, il sera perçu la taxe entière.
- 2 La moitié de la taxe est remboursée au propriétaire d'une bête qui a péri ou qui a été retirée pour cause d'accident avant le 1er juillet et qui n'a pas été remplacée. Si du bétail est retiré pendant l'estivage pour d'autres motifs, la taxe entière est perçue.
- 3 La moitié de la taxe est perçue pour une bête estivée à partir du 1er juillet.
- 4 La taxe d'eau est versée au compte communal des eaux.

Art. 22 Facturation

- 1 Les factures sont établies par l'administration communale sur la base de la liste du bétail encranné mise à disposition par la commission des pâturages.
- 2 La moitié de la taxe est facturée au 1er juillet, le solde au 1er novembre.

Art. 23 Paiement de la taxe

- 1 Les conditions de paiement de la taxe d'encrannage sont analogues à celles appliquées dans la gestion des affaires communales.
- 2 Si un AD n'a pas payé la taxe de l'année précédente, il est frappé d'une interdiction d'estiver son bétail durant l'année courante.

Section 10 : Répartition

Art. 24 Plan d'aménagement des pâturages

Le plan d'aménagement des pâturages, décidé par l'assemblée des AD, définit le mode de pacage et les aménagements nécessaires à son application. Il situe et définit les différents secteurs de pâturage et détermine les accès et les équipements y-relatifs. La réalisation d'équipements durables requiert l'approbation de la commune.

Art. 25 Attribution de secteurs

¹ Les bénéficiaires des droits d'estivage sont tenus de lâcher leur bétail dans le ou les secteur(s) défini(s) par le plan d'aménagement des pâturages, conformément aux listes établies par la commission des pâturages. (cf. art 5, al.3.g)

² Les bénéficiaires de droits d'estivage ne peuvent en aucun cas se prévaloir de privilèges pour encranner dans un secteur déterminé. Dans la mesure du possible, la commission des pâturages, tient compte des vœux des exploitants lors de la répartition des animaux.

³ Les secteurs ne sont pas attribués nommément à l'une ou l'autre exploitation mais à une ou plusieurs catégories d'animaux.

Art. 26 Modification de la répartition

En cas de surcharge d'un secteur ou de modification du type de production d'une exploitation la commission des pâturages peut modifier la répartition après entente entre les parties.

Art. 27 Pacages tournants

En cas de pacages tournants, les changements de parcs sont décidés par la commission des pâturages ou par les responsables de secteurs.

Art. 28 Litiges

En cas de litige, non réglé par la commission des pâturages et portant sur la répartition du bétail et le mode d'exploitation, il est fait appel à l'arbitrage de l'Assemblée des AD.

Section 11 : Entretien des pâturages

Art. 29 Clôtures

¹ La construction, l'entretien des clôtures et les frais qui en découlent sont à la charge des exploitants pris sur le compte pâturages, s'agissant de :

1. des clôtures portées à la charge de la commune lors de la suppression du libre parcours;
2. des clôtures de mises en défens et des plantations découlant du plan d'aménagement forestier.

3. les clôtures découlant du plan d'aménagement des pâturages;
4. les clôtures de mises en défens ou des plantations réalisées à la demande des exploitants.

² Les clôtures en limites de propriétés privées sont entretenues conformément aux charges inscrites au registre foncier. Ces travaux devront être terminés pour le 30 avril. Si tel n'est pas le cas, la commission des pâturages, après notifications aux intéressés, les fera exécuter aux frais de ces derniers.

Art. 30 Fumure

¹ Le plan de fumure des pâturages, basé sur les normes de fumures officielles, est élaboré par la commission des pâturages dans le cadre de l'établissement du budget.

² Les exploitants peuvent être appelés à fournir et à épandre des engrais de ferme; les quantités sont en rapport avec le cheptel estimé.

Art. 31 Approvisionnement en eau

¹ L'eau des abreuvoirs est réservée à l'usage exclusif du bétail estivé.

² La commission des pâturages et le fontainier communal assument la surveillance des abreuvoirs.

³ Le nettoyage et les frais d'entretien des abreuvoirs incombent aux exploitants.

⁴ L'entretien du réseau d'alimentation des abreuvoirs est à la charge des AD pris sur le compte pâturages. Les extensions de ce réseau feront l'objet d'accords entre la commune et les A.-D.

⁵ Les exploitants sont tenus de signaler toutes les défectuosités constatées.

Art. 32 Corvées

¹ Les travaux d'entretien des pâturages incombent aux exploitants; ils sont exécutés par des corvées.

² Selon le mode arrêté par l'assemblée des AD, la commission des pâturages répartit les travaux d'entretien des pâturages en corvées et tâches individuelles;

³ Les corvées et tâches individuelles seront exécutées sur la base d'un règlement élaboré par la commission des pâturages et soumis pour approbation à l'assemblée des AD;

⁴ Les corvées sont organisées et convoquées par la commission des pâturages et exécutées sous sa surveillance. Ces travaux comprennent entre autres: hersage; épandage d'engrais; lutte contre les mauvaises herbes; entretien des accès, clôtures et portails; protection des hautes tiges.

⁵ Seules les personnes aptes au travail et âgées de 14 ans au moins peuvent effectuer des corvées.

⁶ Les tâches doivent être réparties selon leur nature et de manière équitable entre les exploitants.

Section 12 : Exploitation des pâturages

Art. 33 Surveillance des pâturages

¹ La commission des pâturages assure la surveillance des pâturages; elle peut être secondée par le préposé aux pâturages, la police locale ou les responsables de secteurs.

² Chaque utilisateur du pâturage communal est responsable de la surveillance des animaux qu'il estive et des dégâts que ceux-ci pourraient provoquer.

Art. 34 Identification des animaux

¹ En cas de nécessité, la commission des pâturages peut exiger le port d'une marque d'identification par chaque animal encranné. (cf. art. 18.4)

² Une amende, pouvant s'élever jusqu'à quatre fois la taxe d'encrannage, est infligée au propriétaire d'une bête non encrannée et trouvée sur le pâturage communal; l'animal devra être retiré du parcours.

Art. 35 Début et fin de l'estivage

¹ Les dates et heures d'ouverture et de clôture de l'estivage sont fixées par la commission des pâturages. La date limite de clôture est arrêtée au le 31 octobre.

² Ces dates sont fixées compte tenu des conditions atmosphériques et de l'état des pelouses; dans des circonstances particulières, il peut être dérogé aux dispositions de l'al. 1 du présent article.

Art. 36 Dénonciation

¹ Le bétail trouvé au pâturage avant l'ouverture ou après la clôture de l'estivage fait l'objet d'une dénonciation par la commission des pâturages.

² Ce bétail est mis en fourrière aux frais du propriétaire. (cf. art. 17)

³ Le propriétaire est passible d'une amende au sens de l'article 37 du présent règlement.

Chapitre 3 : Dispositions finales

Section 13: Amendes

Art. 37

¹ Les contrevenants aux dispositions du présent règlement ainsi qu'aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 20.- à 5'000.- francs pour autant que des dispositions pénales fédérales et cantonales ou des mesures disciplinaires ne soient applicables.

² Le montant de l'amende, fixé par la commission des pâturages, est notifié à l'intéressé par l'Autorité communale.

Section 14 : Oppositions et recours

Art. 38

¹ Les décisions de la commission des pâturages peuvent faire l'objet d'une opposition écrite auprès de la dite commission, dans les 30 jours à dater de la décision.

² La commission des pâturages statue en principe dans les 30 jours sur une opposition; elle peut retirer l'effet suspensif à l'opposition.

³ Les décisions sur oppositions rendues par la commission des pâturages et celles émanant de l'assemblée des AD, peuvent faire l'objet d'un recours, dans les 30 jours, au juge administratif.

⁴ Pour le surplus, la procédure est régie par le code de procédure administrative (RSJU 175.1).

Section 15 : Entrée en vigueur

Art. 39

Le présent règlement entre en vigueur après son approbation par le Service des communes et à la date fixée par le Conseil communal.

Il abroge toutes les dispositions de règlements antérieurs de la Commune, en particulier les articles 2 à 14, 16, 18, et 19 du Règlement de jouissance des biens de la Commune de la Chaux-des-Breuleux du 17 novembre 1993.

Ainsi délibéré et arrêté par l'Assemblée des Ayants droit aux pâturages de la commune de La Chaux-des-Breuleux, le 28 février 2008.

Au nom de l'Assemblée

Le président
Marcel Droz

La secrétaire
Sophie Lüthi



Ainsi délibéré et arrêté par l'Assemblée communale de La Chaux-des-Breuleux, du 2 juillet 2008.

Au nom de l'Assemblée

Le président
Philippe Aubry

La secrétaire
Sophie Lüthi



Ce règlement a été contrôlé par le Service des communes de la République et Canton du Jura qui l'a approuvé en date du **- 3 NOV. 2008**

APPROUVÉ
sous/ réserve

Delémont, le **- 3 NOV. 2008**
Le Chef du Service des communes





DE LA CHAUX-DES-BREULEUX

CERTIFICAT DE DEPOT

La secrétaire communale soussignée certifie que le règlement de jouissance et d'utilisation des pâturages communaux

a été déposé au secrétariat communal durant le délai légal de vingt jours avant et vingt jours après l'Assemblée communale du 2 juillet 2008.

Les dépôts et délais ont été publiés dans le Journal officiel n° 21 du 11 juin 2008.

Une seule opposition a été formulée pendant le délai légal.

Ainsi fait à La Chaux-des-Breuleux, le 13 août 2008.

Commune de La Chaux-des-Breuleux

Sophie Lüthi

Secrétaire communale





Extrait du procès-verbal de l'Assemblée communale ordinaire du 2 juillet 2008

3. Approuver le nouveau règlement de jouissance et d'utilisation des pâturages communaux

En préambule, Marcel Droz informe que ce règlement a été accepté dans sa globalité lors de l'assemblée communale ordinaire du 25 avril 2007, nous devons donc, uniquement voter pour les modifications souhaitées par le vétérinaire cantonal. Les ayants droit ont accepté ces modifications lors de leur assemblée en date du 28 février 2008. Jean-Marie Aubry tient à préciser que le vétérinaire cantonal a fait part de ces remarques après l'acceptation dudit règlement en avril 2007.

Les modifications sont en caractère gras et les remarques en italique.

Article 12 : Calcul du droit d'estivage

Alinéa 7 : L'application des dispositions des alinéas 5 et 6 du présent article requière la **présentation** :

- d'un **extrait du registre du bétail officiel (BDTA)**
- de la **liste des chevaux hivernés**

Remarques : les détenteurs de chevaux peuvent revendiquer d'éventuels droits libérés selon les alinéas 5 et 6.

Article 15 : Catégories d'animaux

Remarque : vaches allaitantes : les dispositions du règlement permettent aux ayants droit de s'accorder sur une solution quant à la mixité des troupeaux en statuant sur le plan d'aménagement des pâturages.

- alinéa 1, lettre i : *les bovins avec cornes n'ont pas accès au pâturage communal.*
- alinéa 1, lettre h : les animaux qui ne satisfont pas aux prescriptions du **Service vétérinaire cantonal relatives à l'estivage en commun.**

Article 16 : Bêtes vicieuses

- alinéa 1 : *pas de modification*

Remarque : adjonction demandée « et gardées à l'étable ». Cette adjonction est contestée par le propriétaire est responsable de son animal et libre de la destinée de ce dernier (garde à l'étable, abattage, vente, ...).

- alinéa 2 :

Remarque : le propriétaire est responsable de tous les animaux qu'il estive sur le pâturage communal. A cet effet, la Commission propose l'adjonction d'un 2^{ème} alinéa à l'article 33.

Article 33 : Surveillance et responsabilité

- alinéa 1 : La commission *(pas de modification)*
- alinéa 2 : *(nouveau)* : Chaque utilisateur du pâturage communal est responsable de la surveillance des animaux qu'il estive et des dégâts que ceux-ci pourraient provoquer.

Les modifications du règlement sont donc acceptées par 10 oui et 2 abstentions.

Le Président du soir
Philippe Aubry
Philippe Aubry

La secrétaire
Sophie Lüthi
Sophie Lüthi

BAUME-BAOUR Sylvie
Clos-sur-Vent 8

2345 LA CHAUX-DES-BREULEUX

RECOMMANDEE

Administration communale
Conseil communal

2345 La Chaux-des-Breuleux

La Chaux-des-Breuleux, le 25 juin 2008

Règlement de jouissance et d'utilisation des pâturages de La Chaux-des-Breuleux

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs,

Je me réfère à l'avis officiel reçu en date du 18 juin 2008 relatif à l'Assemblée communale qui aura lieu le mercredi 2 juillet 2008 au restaurant du Cheval Blanc « Chez Mady ».

Concernant le point n° 3 (approuver le nouveau règlement de jouissance et d'utilisation des pâturages communaux et en ayant la possibilité, je vous prie de prendre note que je forme opposition aux articles suivants :

- | | |
|--------------------------|---|
| Art. 12, ch. 4 | <i>Je pense que les encrannes sont acquises avec le domaine lors de son achat et que le propriétaire peut en bénéficier ou en faire bénéficier un autre exploitant, de son propre choix. Je ne peut admettre qu'une Commission gère mes biens.</i> |
| Art. 15, lettre e | <i>En raison de l'évolution du monde chevalin, je pense que les poneys devraient être admis sur le pâturage communal.</i> |
| Art. 15, lettre i | <i>Un âge de raison pour écorner un bovin devrait être déterminé par la Commission des pâturages. A savoir que, dès l'âge de 10 ans, le choix est entre les mains de son propriétaire pour autant que l'animal ne soit pas dangereux (motivation = voir photocopie du courrier ci-joint).</i> |

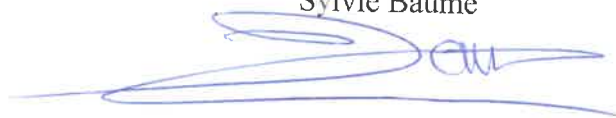
./.

Art. 15, ch. 4 a. *Le pâturage communal où stationne les vaches-mères étant propriété des ayants-droits, tous les ayants-droits doivent contribuer à effectuer la barre et non seulement les propriétaires des vaches-allaitantes*

Art. 19 *Les pièces de bétail vendues ou retirées du pâturage devraient pouvoir être remplacées sans le préavis de la commission des pâturages mais uniquement sur information du propriétaire*

Espérant que vous tiendrez compte de ces quelques remarques, je vous présente,
Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, mes meilleures salutations.

Sylvie Baume



P.-S. A noter qu'il ne me sera pas possible d'assister à l'Assemblée communale pour raisons personnelles (remise des baccalauréats du Lycée Blaise-Cendrars à La Chaux-de-Fonds)

BAUME-BAOUR Sylvie
Clos-sur-Vent 8

2345 LA CHAUX-DES-BREULEUX

Administration jurassienne
Service des communes
Rue du 24 Septembre 2

2800 D e l é m o n t

La Chaux-des-Breuleux, le 30 octobre 2008

Règlement de jouissance et d'utilisation des pâturages de La Chaux-des-Breuleux

Messieurs,

Je me réfère à l'objet noté en marge et plus particulièrement au nombreux courrier échangé à ce sujet ainsi qu'à mon opposition audit règlement.

Sur demande de M. Marcel Droz, conseiller communal à La Chaux-des-Breuleux et afin de stopper cette affaire qui semble prendre des proportions surdimensionnées, je vous prie de prendre note **que je retire mon opposition au sujet de l'art. 15, lettre i.**

Cependant, quant aux autres articles (4 en tout), il semble que mon opposition n'est pas recevable étant donné que j'aurais dû manifester mon objection dans le temps de consultation du règlement. Par ces lignes, je me permets tout de même de vous rendre attentifs au fait qu'il est possible, aux yeux de la Loi, de faire admettre aux citoyens, n'importe quels articles de règlement.

Espérant que tout est en ordre ainsi, je vous présente, Messieurs, mes salutations distinguées.


Sylvie Baume-Baour

Copie de cette lettre est adressée pour information à l'Administration communale de La Chaux-des-Breuleux

Delémont, le 3 novembre 2008

SERVICE DES COMMUNES**APPROBATION****No 2255 Commune mixte de La Chaux-des-Breuleux -
Règlement de jouissance et d'utilisation des
pâturages**

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée des ayants droit le 28 février 2008 et par l'assemblée communale de La Chaux-des-Breuleux le 2 juillet 2008, est approuvé par le Service des communes de la République et Canton du Jura avec la réserve suivante :

Article 39, alinéa 2

Il abroge toutes les dispositions contraires de règlements antérieurs de la commune.

Dans le délai légal, une opposition avait été déposée. Elle a été retirée en date du 30 octobre 2008.

Le Conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.


Jean-Louis Sangsue
chef du Service des communes



Copie : Juge administratif
Service de l'économie rurale
Office de l'environnement
Vétérinaire cantonal